Histoire et Analyses des Relations Internationales et Stratégiques

Revue de l'Association des Spécialistes des Relations Internationales et des Etudes Stratégiques Africaines (ASRIESA)

HARIS DECEMBRE 2025

N°19

Editée par le Laboratoire d'Histoire des Relations Internationales, des Études Stratégiques et Politiques (LAHRIESPO)

Université Alassane OUATTARA

ISSN : 2709-5053

Histoire et Analyses des Relations Internationales et Stratégiques (HARIS)

N°019 Décembre 2025

Revue de l'Association des Spécialistes des Relations Internationales et des Études Stratégiques Africaines (ASRIESA)

ISSN : 2709-5053

Indexations internationales

https://reseau-mirabel.info/revue/19498/Haris

TOGETHER WE REACH THE GOAL

https://sjifactor.com/passport.php?id=23388

accès aux données
de référence de HAL

https://aurehal.archives-ouvertes.fr/journal/read/id/224412

Administration de la Revue

Directeur Scientifique : Professeur M'BRA EKANZA Simon-Pierre (Professeur Emérite du CAMES, Université Félix Houphouët-Boigny)

Directeur de Publication : CAMARA Moritié (Professeur Titulaire d'Histoire des Relations Internationales, Université Alassane Ouattara, Côte d'Ivoire)

Directeur de Rédaction : KOUAKOU N'DRI Laurent (Maître de Conférences d'Histoire des Relations Internationales, Université Alassane Ouattara, Côte d'Ivoire)

Coordonnateur de Publication : SILUE Nahoua Karim (Maitre-assistant d'Histoire des Relations Internationales, Université Alassane Ouattara, Côte d'Ivoire)

Trésorière : YAO Elisabeth (Maître-assistante en Histoire économique, Université Alassane Ouattara, Côte d'Ivoire)

Chargés de diffusion : KEWO Zana (Maitre-Assistant d'Histoire des Relations Internationales, Université Péleforo Gon Coulibaly, Côte d'Ivoire),

KPALE Boris Claver (Maitre-Assistant d'Histoire des Relations Internationales, Université Alassane Ouattara, Côte d'Ivoire)

Webmaster : Kouakou Kouadio Sanguen (Assistant Département de Mathématique et Informatique, Université Alassane OUATTARA)

Éditeur : Laboratoire d'Histoire des Relations Internationales, des Études Stratégiques et Politiques (LAHRIESPO), Université Alassane OUATTARA)

Website : http://www.revue-haris.org
Courriels : cerriuao01@gmail.com / asriesa2012@gmail.com

Comité Scientifique

-**M'BRA EKANZA Simon-Pierre**, Professeur Titulaire d'Histoire, Professeur Emérites du Cames (Université Félix Houphouët-Boigny - Côte d'Ivoire)

-**KOULIBALY Mamadou**, Professeur agrégé d'Economie, (Université Félix Houphouët-Boigny - Côte d'Ivoire)

-**Abdoulaye BATHILY**, Professeur Titulaire d'Histoire (Université Cheick Anta Diop-Sénégal)

-**Jean-Noël LOUCOU,** Professeur d'Histoire Contemporaine (Université Félix Houphouët-Boigny Côte d'Ivoire)

-**KOUI Théophile**, Professeur Titulaire Etudes Ibériques et Civilisations Latino-Américaines (Université Félix Houphouët-Boigny Côte d'Ivoire)

-**Francis AKINDES,** Professeur Titulaire de Sociologie (Université Alassane Ouattara - Côte d'Ivoire)

-**ALLADAYE Comlan Jérôme**, Professeur Titulaire d'Histoire (Université d'Abomey-Calavi - Benin)

-**SAADAOUI Ibrahim Muhammed**, Professeur d'Histoire Moderne et Contemporaine, Université de Tunisie. President de la Tunisian World Center for Studies, Research, and Development et de la Tunisian-Mediterranean Association for Historical, Social and Economic Studies -Tunisie)

-**Ousseynou Faye,** Professeur Titulaire d'Histoire (Université Cheick Anta Diop-Sénégal)

-**Samba Diakité,** Professeur Titulaire de Philosophie (Université Alassane Ouattara- Côte d'Ivoire)

-**Esambu Matenda -A- Baluba Jean - Bosco Germain**, Professeur en Relations Internationales. (Université de Lubumbashi-République Démocratique du Congo)

-**ASSI-KHAUJIS Joseph Pierre**, Professeur Titulaire de Géographie (Université Alassane Ouattara - Côte d'Ivoire)

-**GBODJE Sékré Alphonse,** Professeur Titulaire d'Histoire Politique (Université Alassane Ouattara - Côte d'Ivoire)

Comité de Lecture

-**BATCHANA Essohanam**, Professeur Titulaire d'Histoire contemporaine (Université de Lomé - Togo)

-**AKROBOU Agba Ezéquiel**, Professeur Titulaire d'Etudes Ibériques et Civilisations Latino-Américaines (Université Félix Houphouët-Boigny-Côte d'Ivoire)

-**CAMARA Moritié**, Professeur Titulaire d'Histoire des Relations Internationales. (Université Alassane Ouattara- Côte d'Ivoire)

-**GUESSAN Benoit**, Professeur Titulaire d'Histoire des Relations Internationales (Université Félix Houphouët-Boigny -Côte d'Ivoire)

-**N'Guessan Mohamed,** Professeur Titulaire d'Histoire Politique (Université Félix Houphouët-Boigny -Côte d'Ivoire)

-**Ernest YAOBI**, Maître de Conférences d'Histoire des Religions (Université Félix Houphouët-Boigny-Côte d'Ivoire)

-**GOLE Antoine**, Professeur Titulaire d'Histoire économique (Université Alassane OUATTARA- Côte d'Ivoire)

-**BAMBA Abdoulaye**, Maître de Conférences d'Histoire des Relations Internationales (Université Félix Houphouët-Boigny -Côte d'Ivoire)

Adresse aux auteurs

La Revue HARIS parait 4 fois dans l'Année : Mars, Juin, Septembre et Décembre. Les publications de Juin, Septembre et de Décembre sont libres en termes de thématiques des articles et autres contributions et celle de Mars portera à chaque fois sur un thème précis qui est communiqué six mois à l'avance. La revue ne publie que des contributions inédites et de fonds sur tous les champs de recherches des Relations Internationales et des Études stratégiques. La doxa de la revue porte sur la vision africaine des Relations Internationales mais reste ouverte à toutes les visions et points de vue venant de tous les continents. Les normes de présentation des manuscrits sont celles du CAMES (à consulter sur le site de la revue http://www.revue-haris.org). Le manuscrit doit comprendre entre 5000 et 8000 mots et porter les noms et prénoms du ou des auteurs, le nom de l'Institution de rattachement, le mail, et une photo format identité du ou des auteurs.

Sommaire

SECRE Kouamé Kossonou Frédéric
Mission diplomatique britannique à Kumasi en 1817 : Analyses et critiques des sources.....9-24

Françoise Christiane NDAKISSA ONKASSA épouse DIOMANDE
Les concepts de Politique Etrangère de la Fédération de Russie : Entre continuité et rupture 2016 à 2023.....25-39

Boubacar CAMARA
Vérité et politique.....40-48

N'guessan Noël AMIAN & OLIVIER M'BOUA
Nietzsche et l'Intelligence Artificielle : Quelles perspectives environnementales ? 49-60

Codjo René TOSSA
Le passé colonial, une variable stratégique dans la coopération de défense entre la France et le Mali de 1960 à 2022.....61-71

Mamadou Malal SY
American expansion in a 21st century emerging multipolar word: Hegemonic decline or strategic adaptation?.....72-89

DOSSO Fatou
Chine-Burkina Faso ; Une relance dynamique des relations (2018-2024).....90-103

Arlette Francine NJOMOU YONKE
The*"Open Door Policy "* dans les territoires sous mandat et sous tutelle : Une aubaine pour les entreprises étrangères au Cameroun sous administration française.....104-117

Darlane MENGUE M'ENGOUANG & Apoli Bertrand KAMENI
La mise en consommation du migrant et de la diaspora, nouvel enjeu de la globalisation.....118-140

Dr Fodé Bangaly KEITA & Dr Metsena NDJAVOUA
Conflits et crises dans le Golfe de Guinée : Rôle des organisations africaines et internationales pour le maintien de la paix.....141-151

Élisabeth YAO
Les investissements étrangers dans l'industrie textile en Côte d'Ivoire: Impact socio- économique (1960 – 1980).....152-165

Mouhamadi ZOUBGA & Mahamoudou OUBDA
Contribution des ONG au développement du secteur de l'hydraulique au Burkina Faso : Cas de *DIRECTAID* (1986-2024).....166-182

COULIBALY Drissa
Une page d'Histoire d'un peuple du Nord de la Côte d'Ivoire : Samory Touré dans le Djimini1894-1898.....183-196

Poindo LENO & Ibrahima Alamako KEITA & Veronique Vilgué KOIVOGUI
Système de gestion des achats et des approvisionnements par la société minière Kouroussa Gold Mine en République de Guinée.....197-211

KOUA Kouande Emile & KADJO Aka
Charge de travail, climat social et stress chez des infirmiers du service des urgences du CHU de Cocody.....212-224

HINSA HAMANI Abdoul-Hayou
L'expérimentation de la journée continue ou descente unique dans les écoles préscolaires et primaires de la commune urbaine de Dosso : Quels effets sur l'Enseignement/ Apprentissage des Elèves ?.....225-238

LE PASSÉ COLONIAL, UNE VARIABLE STRATEGIQUE DANS LA COOPERATION DE DEFENSE ENTRE LA FRANCE ET LE MALI DE 1960 A 2022

Codjo René TOSSA
Normandie Université/ tossarene7@gmail.com

Résumé
Depuis 2021, les tensions entre la France et le Mali ont atteint un stade inédit, aboutissant aujourd'hui à une rupture diplomatique. Cette rupture entérinée entre les deux Etats résulte d'un long processus historique marqué par l'ambivalence de leur coopération militaire structurée par le poids du passé colonial. Dans ce contexte, l'intervention française de 2013 apparaît comme un moment pivot où les mémoires nationales officielles se recomposent de manière divergente au regard des intérêts structurels de chaque Etat. À travers une étude historique (1960–2022) et l'analyse d'un corpus de discours officiels, la présente analyse étudie les dynamiques diplomatiques et stratégiques entre le Mali et la France à l'aune de leur histoire politique commune. L'objectif est de comprendre comment la persistance du passé colonial dans les mémoires officielles influence les dynamiques de la coopération franco-malienne en matière de défense. Les résultats montrent que les tensions récentes entre le Mali et la France découlent d'une instrumentalisation différenciée de ce passé. Tandis que le Mali justifie son hostilité à l'égard de la France par la survalorisation du passé colonial, la France, quant à elle, défend la légitimité de sa présence au Sahel en affichant une volonté de l'assumer. Ces usages contrastés de leur passé commun participent à la redéfinition de leurs stratégies et de leurs positionnements au Sahel et sur la scène internationale.

Mots clés : Passé colonial, mémoire, diplomatie, défense, relations franco-maliennes

Abstract
Since 2021, tensions between France and Mali have reached an unprecedented stage, leading today to a diplomatic breakdown. This rupture between the two states is the result of a long historical process marked by the ambivalence of their military cooperation shaped by the weight of the colonial past. In this context, the French intervention of 2013 appears to be a pivotal moment when official national memories are recomposed in a divergent way with regard to the structural interests of each state. Through a historical study (1960–2022) and the analysis of a corpus of official speeches, this analysis examines the diplomatic and strategic dynamics between Mali and France in the light of their shared political history. The aim is to understand how the persistence of the colonial past in official memories influences the dynamics of defence cooperation between France and Mali. The results show that the recent tensions between Mali and France stem from a differentiated instrumentalization of this past. While Mali justifies its hostility towards France by overemphasising its colonial past, France defends the legitimacy of its presence in the Sahel by showing a willingness to assume it. These contrasting uses of their shared past are contributing to redefine their strategies and positions in the Sahel and on the international scene.

Keywords: Colonial past, memory, diplomacy, defence, Franco-Malian relations

INTRODUCTION

Les relations contemporaines entre la France et le Mali, sont marquées par une rupture diplomatique profonde. Depuis le coup d'État du 21 mai 2021, les autorités maliennes adoptent un discours souverainiste affirmé et mobilisent fréquemment la rhétorique néocoloniale pour dénoncer l'influence française au Sahel. Dans plusieurs déclarations officielles, la France est dépeinte comme une puissance « néocolonialiste » (Gabet & Jahan, 2023, p. 13) poursuivant des intérêts géostratégiques sous couvert d'assistance sécuritaire.

Pourtant, au lendemain des indépendances, le Mali, à l'instar de plusieurs Etats d'Afrique francophone, a renforcé son partenariat stratégique avec la France à travers la signature d'Accords de défense (J-E. Pondi, 2002, p.129). Ces Accords visaient principalement à favoriser une assistance militaire technique, à consolider la formation et le perfectionnement des cadres des forces armées maliennes, et à faciliter la fourniture de matériels et d'équipements militaires[1].

En 2014, après le succès militaire de l'opération Serval (en 2013) face aux groupes insurgés dans le Nord du Mali, Paris et Bamako signent un nouvel Accord bilatéral de coopération en matière de défense, en soulignant leur désir commun « d'approfondir leur coopération en matière de défense, en établissant un partenariat fondé sur les principes de respect mutuel de la souveraineté, de l'indépendance et de l'intégrité territoriale des deux Etats, et ayant à l'esprit les menaces pouvant peser sur ces dernières[2] ».

Cet Accord a notamment permis de renforcer la coopération bilatérale entre les deux pays dans le cadre de la lutte contre le terrorisme.

Cependant, depuis 2020 une intensification du rejet de la politique africaine de la France est observée au sein des populations maliennes puis au sein des élites politiques et militaires. Les critiques à l'égard de la relation franco-malienne soulignent des rapports asymétriques entre les deux pays. Elles recouvrent un ensemble de faits, de discours, d'opinions, de perceptions et se nourrissent d'un ressentiment qui tirent ses sources des conséquences de ce que F. Pigeaud (2021, p.191) qualifie d' « une décolonisation en trompe l'œil ».

Face aux évolutions récentes des relations franco-maliennes, marquées par ce que certains qualifient de sentiment anti-français (A. Pouillieute, 2023, p.20), il importe de s'interroger sur la place du passé colonial dans les dynamiques de coopération de défense entre la France et le Mali. Autrement dit, comment le passé colonial influence-t-il la relation actuelle en matière de coopération de défense entre la France et le Mali ?

Répondre à cette question implique d'analyser les différentes interprétations dont le passé colonial, tel qu'il est (re)construit par les mémoires collectives et individuelles des acteurs, peut faire l'objet.

A cet effet, l'hypothèse avancée dans le cadre de la présente analyse est la suivante : la coopération en matière de défense entre la France et le Mali se délite en raison de l'intensification d'un ressentiment antifrançais nourri par une mobilisation et une instrumentalisation politique du passé

[1] Voir Décret n° 90-1075 du 28 novembre 1990 portant publication de l'accord de coopération militaire technique entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Mali signé à Bamako le 6 mai 1985 (ensemble un échange de lettres en date des 8 et 28 juillet 1986).

[2] Accord de défense entre le Mali et la France signé le 16 juillet 2014.

colonial entre les deux Etats. Aussi ce passé serait-il entretenu dans la mémoire officielle comme le résultat d'un héritage national qui conduit la vision stratégique actuelle des autorités maliennes.

L'objectif principal de ce travail est donc d'analyser le poids du passé colonial entretenu dans les mémoires officielles dans le cadre de la coopération de défense entre la France et le Mali.

La présente réflexion repose sur une analyse documentaire, principalement des ouvrages, des articles scientifiques, des archives. Elle s'appuie également sur l'analyse d'un corpus de discours officiels qui énoncent clairement -ou de manière sous-entendue- les perceptions et représentations des deux Etats.

Ces discours prononcés – et parfois accompagnés de symboles forts- par des officiels perçus comme des hérauts de leur nation, permettent d'appréhender la construction de la mémoire officielle et la manière dont elle influence les interactions entre les deux pays.

Aussi, cet article est structuré en deux parties. La première présente l'évolution des relations stratégiques entre la France et le Mali depuis 1960 (1), marquée par une coopération fluctuante induite par un héritage controversé et persistant.

La deuxième partie examine le passé colonial comme une ressource structurante dans la stratégie de rupture des autorités maliennes, à partir notamment de l'intervention française en 2013 (2).

1.LA STRUCTURATION HISTORIQUE DE LA COOPÉRATION STRATÉGIQUE ENTRE LA FRANCE ET LE MALI

Comprendre la dynamique contemporaine de la coopération franco-malienne impose de revenir sur les continuités historiques qui en déterminent la configuration actuelle. Ainsi, une logique historiciste permet d'analyser les enjeux stratégiques actuels entre les deux pays depuis la construction de l'Etat malien depuis les indépendances (1) jusqu'au renforcement de la coopération stratégique franco-malienne dans un contexte de déliquescence sécuritaire au Mali (2).

1.1. De 1960 à 1991 : La construction étatique malienne face à la persistance du legs colonial

Après son accession à l'indépendance le 22 septembre 1960, les relations entre le Mali et la France ont été altérées par le processus de construction du jeune Etat. Ce processus résulte de la vision émancipatrice du Président malien Modibo Keïta et de son parti, Union Soudanaise-Rassemblement Démocratique Africain (US-RDA), qui était « de pouvoir s'acheminer vers l'indépendance au sein d'une fédération africaine » (V. Joly, 2000, p.44).

Au départ, les questions militaires étaient faiblement prises en compte dans cette perspective, puisque la majorité des Etats africains francophones – à l'exception de la Guinée- avait accepté de rejoindre la Communauté française proposée par le Général De Gaulle en 1958. Ce faisant, ces territoires acceptaient de déléguer leurs défenses à la métropole française (V. Joly, 2000, p.44).

Cependant, très rapidement la question militaire devient cruciale puisque de nombreux leaders africains

appellent à un rapatriement des troupes africaines noires présentes en Algérie[3].

A cela s'ajoutent les critiques à l'égard des méthodes d'influence françaises au sein des milieux d'élites et d'anciens combattants soudanais (maliens actuels) lors du référendum de 1958. Dans ce contexte de défiance est ravivé le souvenir de la mobilisation de plus de 44.000 soudanais qui au rang des tirailleurs sénégalais ont combattu pour la France durant la seconde guerre mondiale (V. Joly, 2000, p.40). Le retour à ce passé douloureux a notamment eu pour conséquence de renforcer la volonté des élites soudanaises de s'émanciper de l'ex-puissance colonisatrice.

Afin de concrétiser son objectif, le Soudan en alliance avec le Sénégal crée en janvier 1959 la République fédérale du Mali. Il s'agit d'un Etat fédéral indépendant intégré dans la Communauté française en Afrique de l'Ouest. Toutefois, cette fédération se heurte au contraste entre l'approche jugée souple des sénégalais Léopold Sédar Senghor et Mamadou Dia, et le modèle perçu comme autoritaire et centralisateur du soudanais Modibo Keïta. Les profondes divergences entre les leaders politiques provoquent, en septembre 1960, l'implosion de la République fédérale du Mali et la proclamation de la République du Mali.

L'effondrement de la République fédérale du Mali intensifie alors les tensions politiques et diplomatiques entre le Mali et la France. L'éclatement de la Fédération, perçu comme une humiliation par l'élite soudanaise, est attribué à une ingérence française supposée au profit du Sénégal (P. Decraene, 1980, p.437).

Ce point de vue s'appuie notamment sur le désarmement de la gendarmerie soudanaise par les troupes françaises au détriment des sénégalais, en raison de suspicions sur un éventuel coup d'Etat de la part des forces soudanaises (V. Joly, 2000, p.51).

De son côté, Modibo Keïta exige le retrait des forces françaises du territoire malien en 1961 et adopte une politique étrangère non alignée, mais marquée par un rapprochement avec l'URSS et un modèle socialiste[4] (M. Touron, 2017, p. 84-85). Il déclara : « je considère comme extrêmement grave que des officiers français aient été les principaux artisans de la situation créée » (V. Joly, 2000, p.51).

Cette période, caractérisée au plan international par la Guerre Froide, marque le début de près de sept années de distanciation au niveau diplomatique et militaire entre le Mali et la France. Elle a permis d'instaurer et de consolider dans la mémoire officielle des maliens une « perception négative de la France, considérée comme une puissance réfractaire à une indépendance réelle de ses anciennes colonies » (I. B. Sidibé, 2005, p.346).

En accentuant l'idée d'une France impérialiste et « néocolonialiste », le président Keïta et son régime ont consolidé les ressentiments maliens envers l'ancienne puissance coloniale, justifiant par la même occasion leur discours nationaliste et leurs choix diplomatiques.

En 1968, le président malien Modibo Keïta est renversé par un coup d'état militaire et remplacé par le lieutenant Moussa Traoré. A la suite de ce putsch, les relations franco-maliennes s'améliorent

[3] Dans le contexte de la guerre d'Algérie, la France avait mobilisé plusieurs soldats de ces colonies en Afrique subsaharienne afin de combattre les insurgés.

[4] Certains analystes perçoivent ce revirement vers le socialisme comme une stratégie de « surenchère » de la part des autorités maliennes afin de se repositionner comme le relais stratégique de la France en Afrique francophone.

considérablement. La coopération stratégique se normalise progressivement d'autant que la majorité des militaires arrivée au pouvoir a été formée en France.

Dans ce contexte, le Mali reçoit en 1977, pour la première fois depuis son indépendance, la visite officielle d'un Président français, Valéry Giscard d'Estaing. Plusieurs Accords sont signés à cette occasion et le Mali réalignera progressivement sa politique étrangère en faveur de la France. Ce rapprochement a également été facilité par les bons offices du Président ivoirien Félix Houphouët Boigny, considéré comme l'un des piliers de la Françafrique (W. Bruyère-Ostells, 2016, p.7).

Toutefois, les perceptions populaires restent marquées par les traumatismes de la période coloniale et par le souvenir de la mobilisation forcée des tirailleurs. L'image de la France au Mali est toujours teintée des couleurs de la colonisation, des échecs des systèmes politiques et militaires post-coloniaux. Le gouvernement du Président Moussa Traoré tentera donc, sans réel succès, de s'ouvrir à des nouvelles perspectives de coopération militaire notamment avec l'URSS, la Chine, la Belgique et les USA.

En effet, face au risque de contestation interne, le président malien adopte une stratégie pragmatique visant à maintenir une marge d'autonomie vis-à-vis du modèle politique et idéologique français. Cette autonomie reste toutefois fortement limitée par la dépendance économique et stratégique du Mali à l'égard de la France. De son côté, Paris affiche une relative méfiance et critique les dérives autoritaires du régime de Moussa Traoré, tout en continuant de lui apporter un soutien économique essentiel, dans l'objectif de préserver son influence au Mali.

Dans ce contexte, les relations franco-maliennes demeureront ambivalentes jusqu'en 1991 avec la chute de l'URSS, marquant une reconfiguration géopolitique mondiale, et un nouveau putsch au Mali.

1.2.1992 à 2020 : la normalisation diplomatique et la coopération sécuritaire post-Guerre Froide

L'effondrement de l'URSS et du système communiste a considérablement influencé les relations entre le Mali et la France. Alors que les décennies précédentes étaient marquées par un jeu d'équilibre entre les pouvoirs maliens et l'Elysée, la chute de l'URSS a réduit le choix partenarial des maliens. Dans le même temps, le pays est secoué par une importante vague de démocratisation, qui aboutit au renversement du régime dictatorial de Moussa Traoré le 26 mars 1991, suite à la répression sanglante d'une manifestation survenue deux jours auparavant.

Quelques mois plus tard, une nouvelle constitution est adoptée et le multipartisme est instauré. Le rapprochement devient effectif entre les deux pays et est marquée par des reformes démocratiques soutenues au niveau institutionnel par la France.

Sur le plan militaire, les deux Etats adoptent une approche fondée sur la sécurité collective et collaborent dans le cadre des Accords de défense signés à Bamako en mai 1985. Pour mémoire, les premiers éléments de décrispation étaient déjà observables sous le régime de Moussa Traoré, mais l'incohérence et l'incompatibilité de sa politique étrangère aux intérêts français à long terme ne rassuraient pas l'Elysée.

Toutefois, dès 1992, la coopération militaire atteint un niveau inédit entre les deux Etats. De nombreux officiers maliens sont formés dans les écoles de guerre françaises ou dans les écoles militaires régionales soutenues financièrement et techniquement par la France.

Dans le même sens, le pays bénéficie d'un appui international de la France dans le cadre de sa participation aux Opérations de Maintien de Paix (OMP). Progressivement, le Mali s'est repositionné comme un partenaire stratégique majeur de la France au Sahel.

Cependant, les représentations sur la coopération avec la France divergent, dans la mesure où certains y voient un partenaire sûr et fiable et d'autres l'assimilent à une relation de façade facilitant l'exploitation des ressources et le maintien d'un pré-carré français au Sahel. Ces critiques s'expliquent notamment par le rôle actif des populations dans la consolidation des dynamiques diplomatiques, qui, « exposés au discours politique sur le passé co-construisent le message qui leur est transmis » (V. Rosoux, 2006, p.211).

Cette perception mitigée se propagent notamment à partir de l'année 2011 avec l'intervention française en Libye. Les arguments en faveur d'un impérialisme français en Afrique subsaharienne se multiplient et rappellent les déboires de la colonisation sur les populations maliennes.

A ces retours parfois collectifs au passé colonial s'ajoute, l'expérience personnel de certains individus et leaders en France qui agitent les politiques migratoires françaises qualifiés de « raciste » comme instrument de légitimation de leurs discours (Y. Abourabi, 2024, p.3).

Cependant, la crise sécuritaire au Sahel à partir de 2012 illustrée par l'expansion des Groupes armées terroristes (GAT) va considérablement influencer les lectures maliennes et françaises du rôle du passé dans leurs relations.

2.LA MOBILISATION DUALE DU PASSÉ COLONIAL DANS LE CADRE DE L'INTERVENTION FRANÇAISE AU MALI

L'intervention française au Mali à partir de 2013 illustre l'empreinte laissée par le passé colonial dans la relation sécuritaire franco-malienne. Cette opération, ayant été menée à la suite d'une insurrection dans le Nord du Mali, a permis de lever le voile sur les représentations et les ressentiments liés au passé dans le cadre des rapports militaires – voire politiques- entre la France et le Mali.

Tandis que d'une part, les autorités françaises perçoivent l'intervention au Mali comme un devoir humanitaire mais aussi une tentative de redéfinir l'histoire par une assistance stratégique (1), une partie importante des acteurs maliens semble y voir une approche néocolonialiste (2).

2.1. La reconstruction de la mémoire française au regard de l'opération Serval

> Nous avons un agenda qui doit sortir en quelque sorte des obsessions du passé. J'ai fait le maximum des efforts, et je continuerai de le faire, pour regarder les questions historiques, culturelles et mémorielles. (…) 1) On a regardé notre relation passée, mémorielle, culturelle. On la factualise, on l'assume, on se dit la vérité, mais on ne cède rien à la désinformation et aux ingérences. 2) Nous avions une relation sécuritaire. Elle était de deux natures, en vérité. Il y a une partie, c'était notre engagement contre le terrorisme depuis 2013. On avait raison. Je crois qu'on a oublié de nous dire merci. Ce n'est pas grave, ça viendra avec le temps. L'ingratitude, je suis bien placé pour le savoir, c'est

> une maladie non transmissible à l'homme. (…)[5].

Cet extrait du discours du Président français Emmanuel Macron lors de la 30e conférence des ambassadrices et ambassadeurs français met en exergue l'interprétation française de l'intervention militaire au Sahel depuis 2013. Ce discours public tend à redéfinir la mémoire officielle des français quant à l'action militaire de l'Etat au Mali, et plus globalement au Sahel. La mémoire officielle étant entendu comme « la représentation du passé produite par des acteurs publics » (J. Michel, 2011, p.62).

En ce sens, le Président Macron ne semble pas systématiquement rejeter le passé douloureux entre la France et le Mali -et les autres pays d'Afrique subsaharienne- mais souhaiterait sortir « des obsessions du passé » afin de faciliter la coopération entre les deux Etats.

Cette approche révèle la volonté de la France de maintenir un rapprochement avec le Mali au regard de leur histoire commune. En ce sens, le Président François Hollande en 2013 rappelait que l'intervention française était un acte d'assistance envers un Etat ami :

> Le Mali fait face à une agression d'éléments terroristes, venant du Nord, dont le monde entier sait désormais la brutalité et le fanatisme. Il en va donc, aujourd'hui, de l'existence même de cet Etat ami, le Mali, de la sécurité de sa population, et celle également de nos ressortissants[6].

Par son approche discursive, la France tend à reconfigurer la mémoire officielle internationale, en insistant sur sa volonté de dépasser l'histoire coloniale. Cette démarche vise un double objectif. Elle entend, dans un premier temps, endiguer les tensions mémorielles susceptibles de fragiliser la coopération sécuritaire avec le Mali, et par extension avec les autres pays sahéliens.

La France mobilise, en ce sens, le passé colonial comme un levier stratégique et diplomatique visant à désamorcer les critiques à son égard, à travers l'adoption d'un discours orienté vers la reconnaissance de ses responsabilités historiques. Une telle reconfiguration lui permet notamment d'affirmer son engagement à respecter la souveraineté de ses partenaires et de renforcer la légitimité de sa présence auprès de ses alliés sahéliens.

Dans un second temps, elle vise à projeter l'image d'une puissance animée de bonne foi, désireuse d'établir un cadre de reconstruction mutuelle de l'histoire. A cet effet, la France présente une vision assumée du passé, tout en soulignant sa volonté de participer à sa restauration par une coopération militaire approfondie. Cette stratégie diplomatique contribue également à la consolidation du prestige de la France à l'international à travers son alignement au principe universel d'égalité souveraine entre les Etats[7].

Toutefois, l'interprétation française bien que tentant d'assumer le passé dans sa complétude se heurte à un discours postcolonial. La volonté française d'apaiser les relations par un travail commun sur le passé ne rencontre pas un écho favorable au

[5] Discours du président E. MACRON à l'occasion de la 30e conférence des ambassadrices et ambassadeurs au Palais de l'Elysée, 6 janvier 2025. Conférence des ambassadrices et ambassadeurs 2025. | Élysée, consulté le 25 octobre 2025.

[6] Déclaration du président F. HOLLANDE, sur l'intervention militaire au Mali, à Paris, 11 janvier 2013. Prononcé le 11 janvier 2013 - François Hollande 11012013 intervention militaire au Mali | vie-publique.fr, consulté le 25 octobre 2025.

[7] Charte des Nations Unies, 26 juin 1945, Art 2 §1.

sein des élites maliennes, notamment depuis le coup d'Etat militaire de 2021.

Le passé colonial est davantage utilisé par les nouvelles autorités maliennes et leurs sympathisants comme un moyen d'affirmer leur souveraineté politique et militaire. Dans cette optique, celles-ci n'hésitent pas à survaloriser le passé colonial dans l'objectif de légitimer leur politique étrangère « agressive » à l'égard de l'ex-puissance coloniale.

2.2. La survalorisation du passé colonial par les autorités maliennes depuis 2021

Du côté malien, l'interprétation diffère de celle des élites françaises. Les autorités militaires arguent un discours nationaliste et souverainiste fondé sur le sentiment d'un « néocolonialisme français ». Pour le régime malien, la France exerce une domination impérialiste dans le but d'exploiter les ressources naturelles de son pays.

En ce sens, soutenu par une partie de la population, il n'hésite pas à accentuer les souvenirs du passé à travers ses principaux canaux de communication. Il souligne surtout « la langue française comme première acculturation ; la colonisation, ses meurtres, ses massacres ; le soleil des indépendances qui n'a pas tenu ses promesses ; la Françafrique et ses réseaux occultes, les concussions entre élites françaises et africaines, l'élimination d'opposants ; l'infériorisation du Noir, toujours, depuis la traite négrière » (C. Roussy, 2024, p.51).

Ce faisant, les acteurs publics maliens plantent les germes d'une mémoire officielle qui reposerait sur le rejet de toute forme de coopération sécuritaire avec la France.

Ainsi, les opérations Serval puis Barkhane sont présentées comme des interventions impérialistes, violentes et illégitimes au regard de la souveraineté du Mali.

La présence de forces françaises sur leur territoire serait davantage perçue comme une occupation étrangère en dépit des Accords de défense. C'est donc en ce sens qu'en 2022, le pouvoir malien a exigé le départ des forces françaises. Suivant cette approche, la logique malienne peut être comprise comme suit : « si nous acceptons d'abriter leurs bases, cela signifierait que nous sommes sous leur domination militaire et incapable en tant qu'Etat souverain d'assurer notre sécurité ».

Le recours incessant au passé colonial répond à une volonté des nouvelles autorités maliennes de construire et entretenir la légitimation interne de leur pouvoir par le rejet systématique de toute ingérence étrangère. Elles prônent à cet effet la défense de la souveraineté malienne et la promotion d'un modèle de sécurité et de défense panafricain.

Le passé colonial est alors perçu comme le référentiel symbolique de la dénonciation des rapports asymétriques persistants dans la coopération militaire franco-malienne.

De plus, sur le plan international, en maintenant ouverte la perspective d'un recours constant à l'héritage colonial, le Mali se positionne comme la victime d'une exploitation structurelle depuis l'époque coloniale. Ce rappel permet de justifier ses choix stratégiques internationaux, notamment l'affirmation de son identité souveraine et la diversification de ses partenaires stratégiques.

Cette perspective paraît à certains égards contradictoires avec la politique étrangère adoptée à l'égard de la Russie, puisque le Mali dénonce également une trahison de la part de son ex-allié sécuritaire français.

Dans son discours à l'occasion du Débat général de la 76ème Session ordinaire de l'Assemblé générale des

Nations Unies le 25 septembre 2021, le premier ministre malien Choguel Maïga déclarait :

> La nouvelle situation née de la fin de l'Opération Barkhane, plaçant le Mali devant le fait accompli et l'exposant à une espèce d'abandon en plein vol, nous conduit à explorer les voies et moyens pour mieux assurer la sécurité de manière autonome ou avec d'autres partenaires, de manière à combler le vide que ne manquera pas de créer par la fermeture de certaines emprises de Barkhane dans le Nord de notre pays.

Ainsi, les autorités maliennes instrumentalisent le départ des forces françaises comme résultant d'un « abandon » de la France.

L'ambiguïté de ce discours repose surtout sur la volonté malienne de rompre par tous les moyens avec ce partenaire sécuritaire, qui lui rappelle constamment son passé colonial, afin de se tourner vers de nouvelles perspectives plus moralement acceptables.

En ce sens, la coopération militaire avec la Russie est présentée comme une alternative plus juste et crédible. Ainsi, les autorités maliennes choisissent délibérément d'occulter le succès de l'opération Serval en 2013, qui a permis d'éviter la prise de la capitale, Bamako par les djihadistes.

L'engagement de la mémoire collective et individuelle des maliens vise également à offrir l'opportunité au Mali de se repositionner comme un acteur clé de la dynamique intégrative Ouest africaine.

En effet, cette perspective tend à réactualiser la vision impulsée puis avortée du Président Modibo Keïta. A cet effet, la création de l'Alliance des Etats du Sahel (AES) en septembre 2023 entend répondre à un objectif sécuritaire collectif, comblant ainsi les lacunes stratégiques de la République Fédérale du Mali, et jetant les bases d'une nouvelle forme de coopération sécuritaires et politiques régionales.

L'AES se veut ainsi un cadre alternatif de gouvernance sécuritaire régionale, articulé autour d'une logique de défense collective, d'une mutualisation des capacités militaires et d'une convergence politique renforcée. En affirmant une solidarité stratégique entre États sahéliens, elle ambitionne de redéfinir les paramètres d'une coopération régionale fondée sur des priorités endogènes, en rupture partielle avec les modèles hérités des périodes pré et post-coloniale.

Dans cette reconfiguration, le Mali, aux côtés du Burkina Faso et du Niger, s'engage non seulement à consolider sa posture d'Etat souverain, mais aussi à devenir un pôle de leadership régional, capable d'impulser de nouvelles formes de coopération politique et sécuritaire adaptées aux réalités sahéliennes.

En ce sens, la reconstruction de la mémoire devient un instrument stratégique de la représentation de la France dans les perceptions maliennes. Le Mali se reconstruit et redéfini l'image de la France, en choisissant de réaligner le passé à ses intérêts stratégiques actuels. Comme le souligne V. Rosoux (2022, p.44) « La mémoire officielle repose tout entière sur ce mécanisme d'ajustement du passé au présent. Inspirée par un intérêt actuel, elle tend à une fin actuelle ».

Par conséquent, comme dans tout rapport interétatique, la mémoire officielle est soumise aux interprétations normatives et stratégiques dont elle est l'objet de la part des différents Etats.

CONCLUSION

Au terme de cette analyse, il apparaît que le passé influence considérablement la coopération entre les Etats ; chaque Etat diffusant sa propre lecture de l'histoire. Le cas de la relation stratégique franco-malienne depuis 1960 illustre l'ambivalence des interprétations et réinterprétation de chacune des parties au gré de ses intérêts, de sa vision, des circonstances, des objectifs, des époques et même de la perception des leaders politiques.

Le recours incessant au passé colonial dans les relations bilatérales entre la France et le Mali ne se limite pas à un simple rappel historique, mais se présente davantage comme un cadre interprétatif et analytique de structuration des relations stratégiques actuelles. Ce cadre permet également de comprendre les enjeux stratégiques entre les acteurs à travers une approche historiciste.

Bien qu'inéluctable, le passé colonial a considérablement transformé la coopération militaire entre la France et le Mali dès les premières heures de l'indépendance de celui-ci.

Le discours souverainiste exaltant continuellement une éventuelle posture néocolonialiste de la France, met en exergue les difficultés maliennes à construire des rapports apaisés avec l'ex-puissance coloniale. Adoptant une approche sélective et stratégiquement marquée de l'histoire, les élites politiques maliennes s'emploient à déconstruire les fondements de leur relation jugée asymétrique avec la France.

Aussi, le discours des leaders français énonce une volonté de se rapprocher du Mali.

L'évolution des relations entre les deux pays depuis l'intervention française en 2013 illustre notamment le poids de ce passé ; chacun s'appuyant sur le passé commun entre les deux pays pour des raisons diverses.

Toutefois, comme dans la perspective malienne, la France adopte également un cadre sélectif mais lénifié du passé colonial dans le but d'impulser un travail commun autour de l'histoire entre les deux pays.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

ABOURABI Yousra et *al.*, 2024, « La France au Sahel : l'usure d'un éthos politique et militaire en Afrique », *Hal*, p.2-6.

BEN ATTAR Oriane, 2013, « Le rôle de la France dans la crise malienne », *Civitas Europa*, 2013/2, n°31, p.145-180.

BRUYÈRE-OSTELLS Walter, 2016, « Outil militaire et politique africaine de la France depuis 1960 : tableau historiographique et perspectives de recherche », *Relations internationales*, n°165, p.3-22.

Charte des Nations Unies, adoptée le 26 juin 1945 à San Francisco, Nations Unies.

DECRAENE Philippe, 1980, « Deux décennies de politique extérieure malienne (1960-1980) », *Politique étrangère*, n°2, p. 437-451.

FRANCE, 2014, *Accord de défense entre le Mali et la France signé le 16 juillet 2014*.

HOLLANDE François, 2013, *Déclaration sur l'intervention militaire au Mali à Paris, prononcée le 11 janvier*

2013.
FRANCE, 1990, *Décret n° 90-1075 du 28 novembre 1990 portant publication de l'accord de coopération militaire technique entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Mali signé à Bamako le 6 mai 1985*.
MACRON Emmanuel, 2025, *Discours à l'occasion de la 30e conférence des ambassadrices et ambassadeurs au Palais de l'Élysée, 6 janvier 2025*.
GABET Alain, JAHAN Sébastien (sous la direction de), 2023, *La Françafrique, un néocolonialisme français*, Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique.
GAEZELEY Joe, 2021, « Mali-France. Exhumer une voix africaine à partir d'archives européennes et en contexte de terrain fermé », *Revue d'histoire contemporaine de l'Afrique*, p.4.
JOLY Vincent, 2000, « La fin de la présence militaire française au Mali », *Revue Historique des Armées*, n°218, p.39-54.
MICHEL Johann, 2011, « L'évolution des politiques mémorielles : l'état et les nouveaux acteurs », *Migrations Société*, 2011/6, n°138, p.59-70.
PIGEAUD Fanny, 2021, « L'Afrique et le sentiment antifrançais », in *La France, une puissance contrariée. L'état du monde 2022*, La Découverte, p.189-195.
PONDI Jean-Emmanuel, 2002, « La coopération franco-africaine vue d'Afrique », *Revue internationale et stratégique*, n°45, p.127-136.
POUILLIEUTE Antoine, 2023, « Le sentiment anti-français en Afrique », *Revue Défense Nationale*, n°860, pp.20-26.
ROSOUX Valérie, 2006, « Chapitre XII : De l'ambivalence de la mémoire au lendemain d'un conflit », in VAN YPERSELE Laurence (sous la direction de), *Questions d'histoire contemporaine. Conflits, mémoires et identités*, PUF, p.203–222.
ROSOUX Valérie, 2002, « Pièges et ressources de la mémoire dans les relations internationales », *Revue internationale et stratégique*, 2002/2 n° 46, p.43-50.
ROUSSY Caroline, 2024, « Anatomie du "sentiment antifrançais" », *Revue internationale et stratégique*, 2024/1, n°133, p.47-56.
SIDIBÉ Ibrahima Baba, 2005, « 16. Les relations franco-maliennes à la recherche d'un nouveau souffle », in GEMDEV (sous la direction de), *Mali - France. Regards sur une histoire partagée*, Karthala, p.341-362.
TOURON Manon, 2017, « Le Mali, 1960-1968. Exporter la Guerre froide dans le pré carré français », *Bulletin de l'Institut Pierre Renouvin*, 2017/1, n°45, p.83-95.

Numéro 019 Décembre 2025
Histoire et Analyses des Relations Internationales
et Stratégiques (HARIS)

Revue de l'Association des Spécialistes des Relations
Internationales et des Études Stratégiques Africaines (ASRIESA)

ISSN : 2709-5053

HARIS N°19 Décembre 2025